Grève dans l'Éducation nationale : les ministres passent, la colère reste !

Si les dizaines de milliers de personnel de l'éducation qui faisaient grève jeudi 1er février ont crié leur colère contre le mépris social affiché d'Oudéa-Castéra, les raisons de la mobilisation vont bien au-delà de cette irritante ministre.



Les salariés de l'Éducation dénoncent les mesures annoncées, qui ne sont faites ni pour aider les enfants les plus en difficulté, ni pour améliorer les conditions de travail. Quant aux salaires, ils restent insuffisants pour les enseignants comme pour les assistants d'éducation et tous les intervenants de l'école.

Mouvement des agriculteurs : rien n'est réglé

En multipliant les barrages et les actions chocs, les agriculteurs ont forcé le gouverment à intervenir.

Il a fini par débloquer 400 millions de subventions et exonérations diverses et a promis de revenir sur certaines contraintes écologiques. Il menace de sanctions les industriels et la grande distribution qui abusent de leur position dominante, et s'affiche opposé à la ratification du prochain traité de libre-échange négocié par l'Union européenne.

Ces promesses ont permis au syndicat majoritaire, la FNSEA, d'appeler à la suspension du mouvement. Mais si les barrages ont été levés, l'ambiance n'est pas à la victoire tant les agriculteurs savent que, sur le fond, rien n'est réglé.

Ils savent que ce n'est pas en s'accrochant aux pesticides que la terre sera plus fertile et qu'ils échapperont aux difficultés du changement climatique. Quant aux 400 millions d'euros, s'ils sont véritablement accordés, ils finiront, comme toujours, dans les caisses des plus gros agriculteurs. Et si les industriels de l'agroalimentaire et la grande distribution relâchent leur pression, cela ne durera qu'un temps.

La domination des gros sur les petits fait partie des aspects les plus révoltants du capitalisme. La seule solution pour que les petits paysans comme toutes les classes populaires ne soient pas broyés par ce système injuste, c'est de passer à une société basée sur une organisation planifiée et rationnelle pour nourrir, loger, éduquer et soigner toute la population, une société communiste.

Mise en pause du plan “Écophyto”

Parmi les dernières mesures lâchées par le gouvernement Attal pour éteindre le mouvement des agriculteurs figure la « mise en pause » du plan Écophyto, censé réduire de 50 % l’usage de pesticides d’ici 2030.

Le gouvernement a donc été au plus facile pour donner satisfaction aux trusts de la chimie qui produisent les pesticides, et aux grandes exploitations qui en usent et abusent. Quant aux petits exploitants et aux ouvriers agricoles, ils continueront à risquer leur santé et à survivre sous le joug du capitalisme des champs.

IVG : une liberté toute théorique

L’Assemblée nationale a voté l’inscription dans la Constitution d’une « liberté garantie » d’accès à l’avortement. Mais d’une formule constitutionnelle à la réalité, il y a un long chemin. Outre le fait qu’il faudrait que le Sénat, très à droite, vote exactement le même texte, aucun moyen n’est mentionné pour accéder à ce droit. Or des centres d’IVG ferment.

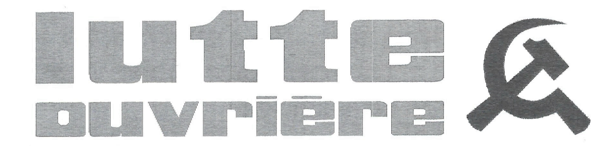
La seule garantie que ce droit fondamental soit réel est de le défendre pied à pied. Faute de quoi il rejoindra le cimetière des coquilles vides, à côté des principes constitutionnels du droit au logement, au travail, etc.

Jeunesse : au pas cadencé

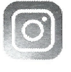
Quoi de mieux que prétendre incarner l’ordre pour charmer l’électorat le plus réactionnaire ? Attal s’y est donc employé lors de son discours d’investiture. La jeunesse des quartiers populaires n’aura pas droit à plus d’enseignants ou plus de moyens, mais à l’uniforme et à un SNU obligatoire, sans oublier des punitions et des travaux d’intérêt général infligés aux jeunes de moins de seize ans qui enfreindraient la loi.

Attal l’assure : il faut apprendre que « quand on casse, on répare et quand on salit, on nettoie »… Une morale que l’État n’applique jamais aux capitalistes qui ferment des usines en cassant l’emploi ou aux industriels qui polluent.










5 février 2024